

# Le pouvoir aux travailleurs

11 mai 2013

N° 191

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES COURBETTES ET LES DOLÉANCES DU PREMIER MAI C'EST POUR BLAGUER LES TRAVAILLEURS.....	2
- ELECTIONS MUNICIPALES ET RÉGIONALES : LUTTES ENTRE RAPACES, POUR LA MANGEOIRE !.....	3 - 4
- 40 000 F CONTRE UNE ARME : ON COMPREND POURQUOI LES ARMES CIRCULENT TOUJOURS.....	5
- EDUCATION NATIONALE : FORMATION AU RABAIS, RESULTAT AU RABAIS !.....	5 - 6
- CONSEIL DE MINISTRES ITINERANT OU CAMAPAGNE ELECTORALE ITINERANTE ... AUX FRAIS DU CONTRIBUABLE.....	6
- LE DEBUT DES SAISONS PLUVIEUSES ET CERTAINEMENT CELUI DU CALVAIRE DES HABITANTS DES QUARTIERS PRECAIRES.....	6
- TEMOIGNAGE D'UN OUVRIER DE ZENITH.....	7
- DES TRAVAILLEURS MORTS PAR LA CUPIDITE DES PATRONS.....	7
- SICOGI PK 18 : LES TRAVAILLEURS REPRENENT CONFIANCE EN EUX.....	8
- UNIWAX NE CONNAIT PAS DE JOUR FERIE.....	8
- OLAM : UNE SITUATION SCANDALEUSE.....	8 - 9
- SOTACI : LES TRAVAILLEURS RECLAMENT DES LOGEMENTS DECENTS.....	9
- FILTISAC : DES TRAVAILLEURS MEURENT EN CASCADE.....	9 - 10
- LE CAPITALISME TUE 20 000 ENFANTS PAR JOUR DANS LE MONDE....	11

<p>LES COURBETTES ET LES DOLÉANCES DU PREMIER MAI C'EST POUR BLAGUER LES TRAVAILLEURS</p>
---

Le 1<sup>er</sup> mai, c'est le jour tant attendu par les dirigeants des syndicats Ugtci, Dignité, Fesaci et consorts. Ce jour-là, les riches leur donnent l'autorisation de parader devant eux et leurs représentants au pouvoir. Ils se courberont en quatre pour leur remettre le traditionnel « *cahier de doléances* » dont ces gens-là n'en n'ont cure ! Tout cela n'est que comédie ! A chaque 1er mai, les dirigeants syndicaux font croire que les grands patrons et leurs serviteurs au pouvoir vont les écouter pour améliorer enfin la situation des travailleurs. Cela fait presque 20 ans que ces gens-là demandent en vain le passage du salaire minimum à 60.000 Fr. Non seulement ils n'ont pas eu gain de cause, mais cela fait autant d'années que la situation des travailleurs ne cesse de se dégrader sans que les dirigeants syndicaux ne bronchent ! Aujourd'hui, combien sont-elles donc les familles de travailleurs tombées dans la misère, au point de ne plus pouvoir se soigner ni payer leur logement ?

Si les courbettes envers les riches pouvaient être payantes pour les travailleurs, ça se saurait depuis.

D'ailleurs, Ouattara depuis deux ans qu'il est au pouvoir, n'a même pas daigné leur rendre la politesse par sa présence. Ce qui fait dire à Mahan Gahé, le dirigeant de la Centrale Dignité, qu'il est « *triste de constater que le 1<sup>er</sup> mai, Alassane Ouattara est absent. C'est tous les travailleurs de Côte d'Ivoire qui sont tristes* ».

Vraiment, on n'a pas l'impression d'entendre un type que Ouattara a jeté en prison durant deux ans, parce qu'il avait misé sur le perdant Gbagbo contre le gagnant Ouattara.

Mais avec des lamentations de ce genre, Mahan Gahé est peut-être sur le bon chemin pour que Ouattara lui propose un jour un petit poste dans son gouvernement où il pourra user de son « *talent* » pour continuer à duper les travailleurs !

Non, les intérêts des centrales syndicales et de leurs dirigeants ne sont pas du tout les mêmes que ceux des travailleurs qu'ils prétendent représenter. Mahan Gahé, qui n'est pas pire que ses confrères, vient de déclarer que « *Bédié a toujours placé les confédérations syndicales sur un plateau d'or* ». Il a oublié seulement d'ajouter que c'est aussi depuis la présidence de celui-ci que les travailleurs ont basculé dans la précarité en devenant des journaliers à vie et que même son champion Gbagbo au pouvoir durant dix ans n'y a pas mis fin ! Et pour cause ! La « *politique sociale* » de tous ces gens c'est de servir au mieux les intérêts des riches !

<p>ELECTIONS MUNICIPALES ET RÉGIONALES : LUTTES ENTRE RAPACES, POUR LA MANGEOIRE !</p>
--

Les élections municipales et régionales qui viennent de se tenir étaient une foire d'empoigne entre prétendants à la mangeoire, comme les élections présidentielles qui les avaient précédées. Tous les coups étaient permis. Les plus forts l'ont emporté. Le FPI, le parti de Gbagbo, n'a pas participé à ces élections, ayant appelé au boycott.

Le taux de participation à l'échelle nationale est de 44% pour les régionales et 36% pour les municipales. Quand on compare ces résultats avec ceux obtenus aux dernières élections locales qui datent de 2001-2002, plus de dix ans auparavant, on peut constater que l'impact du boycott appelé par le FPI est quasi nul. En 2001-2002, c'était le FPI qui était au pouvoir. Aucun parti n'avait alors appelé au boycott. Le taux de participation avait été alors moins important pour les élections régionales (28%, contre 44% cette fois-ci). Le taux est sensiblement le même, à 3% près, pour les élections municipales.

Pour ces élections locales, comme c'était le cas pour les présidentielles, il ne faut pas chercher une base idéologique différente entre les uns et les autres. Leur assise est fondamentalement ethniste, clientéliste et souvent mafieuse. S'il y a à boire et à manger pour le candidat gagnant, il y en aura aussi un peu pour sa petite clique.

Le plus souvent, la sélection des candidats par leurs partis respectifs, pour ne parler que ceux du PdcI et du Rdr, s'est aussi effectuée sur une base clientéliste. Du coup, face à ces candidats « parachutés », se sont aussi

présentés d'autres issus de ces mêmes partis mais en concurrence avec les candidats officiels. Ceux-là, se sont présentés sous l'étiquette de « *candidats indépendants* », tout juste le temps d'une élection, pour arborer à nouveau le drapeau du PdcI ou du Rdr, une fois la farce électorale terminée. Dans la grande majorité des cas, ce sont ces candidats dits indépendants qui ont emporté la victoire ; le candidat officiel n'ayant pas le plus souvent une assise locale suffisante pour s'imposer. L'exemple le plus éloquent est celui du Secrétaire général du Rdr, Amadou Soumahoro. Il a perdu à Séguéla face à un adversaire qui était lui aussi issu du même parti.

Si le positionnement à la mangeoire était donc une tâche bien difficile au sein d'un même parti, on peut alors deviner la bagarre de chiffonniers qu'il y a eu au sein du Rhdp qui, rappelons-le, regroupe essentiellement le PdcI de Konan Bédié et le Rdr d'Alassane Ouattara. Leur alliance a failli, dit-on, exploser à cette occasion. Dans bien des localités, en face du candidat du Rhdp, il y avait aussi un candidat du PdcI et un autre du Rdr se présentant sous l'étiquette de candidat « *indépendant* ».

Au final, à l'échelle nationale, ce sont ces candidats dits indépendants qui sont arrivés en tête, suivis du Rdr et du PdcI. Mais globalement c'est tout de même le Rdr de Ouattara qui l'a emporté.

A l'image des élections présidentielles, tous les coups étaient permis : triches, bourrages d'urnes,

achats d'électeurs, usage de violence, etc.

Ainsi, à Yamoussoukro, le commissaire de la Cei locale (Commission électorale indépendante), un propriétaire de pharmacie, a été attrapé avec des cartes d'électeurs et des cartes d'identité dans son sac.

A Koumassi, les partisans armés de Cissé Baongo (un haut dirigeant du Rdr et actuel ministre de l'Enseignement supérieur) ont semé la peur dans les rues de cette commune, telle une bande de gangsters qu'ils sont, parce que leur candidat (Baongo) a été battu par le maire sortant.

A Treichville, le multimillionnaire, candidat sortant du Pdc, Amichia François, s'est imposé en procédant à des bourrages et des vols d'urnes, comme d'ailleurs son adversaire malheureux du Rdr.

Au Plateau, à Port-Bouët et à Abobo, les maires sortants l'ont emporté. Même ceux qui n'ont rien fait de bon durant leur mandat. C'est le cas de la commune d'Abobo, avec son maire issu du Rdr (depuis plus de 10 ans), qui cumule actuellement les fonctions lucratives de député, maire et ministre des Mines. Malgré l'état délabré de cette commune, ce candidat l'a emporté haut la main face à ses adversaires. Et pour cause !

A Bangolo, c'est un lieutenant de douane qui s'est illustré. Il s'agit du fils d'un ex-député de la région. Ayant été à bonne école, il a fait des dons à tous les villages de sa circonscription, en arrosant les chefs de villages en bœufs, en tôles et en chevrons de bois. Sauf qu'à ce jeu, il a certainement trouvé plus offrants que lui. Ayant alors perdu les élections, il aurait aussitôt envoyé ses sbires récupérer les « *dons* », en tout cas ce qui pouvait encore l'être.

Du côté Fpi, la situation n'était pas moins loufoque. Le parti a appelé au boycott. Mais dans les localités où son représentant local estimait qu'il avait une chance de l'emporter, il se présentait sous l'étiquette « *indépendant* ». C'est ainsi qu'une quinzaine de dirigeants du Fpi ont été élus et aussi exclus du parti.

A l'issue de ces élections, Ouattara a dit que la forte participation des candidats indépendants « *montre l'émergence et le dynamisme de la démocratie* ». Il a aussi indiqué aux heureux élus qu'« *ils n'auront plus à aller soudoyer des personnes pour obtenir leurs budgets. En revanche, leur aurait-il indiqué, aucun détournement de fonds ne sera toléré* ». Tâche bien difficile, quand on sait qu'eux tous sont là justement pour ça !

# L E U R S O C I E T E

## 40 000 F CONTRE UNE ARME : ON COMPREND POURQUOI LES ARMES CIRCULENT TOUJOURS

L'ADDR (Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion) a procédé le 7 mai dernier à Bouaké à une remise de « kits ». Ainsi, 56 démobilisés qui voulaient se lancer dans l'agriculture ont reçu des ressources ; à 800 autres des kits de formation pour l'obtention d'un permis de conduire. A terme, selon le Directeur général de cette structure, ils recevront des motos tricycle afin de s'adonner aux transports de marchandises etc. Il a dit que sa structure a obtenu 3000 places dans le corps des gardes pénitentiaires et des Eaux et forêts. Il exhorte les autres à venir déposer leur arme contre une somme de 40 000F.

A la faveur de la crise postélectorale, des milliers d'armes ont été distribués aux jeunes par les deux

camps en conflit. Aujourd'hui, d'après certains chiffres, ce sont près de 100 000 ex combattants qu'il resterait encore à désarmer et réinsérer. Près de deux ans après, à peine une dizaine de milliers ont pu être casés, dans la police, les Eaux et forêts et l'armée. Ce processus est tellement lent qu'il y a peu de temps des ex combattants sont descendus dans les rues à Bouaké.

Vu les mesurette de l'ADDR, ce n'est pas demain la veille que l'insécurité sera un mauvais souvenir pour la population, surtout quand on sait qu' en moins d'une semaine, à un barrage qu'il aura dressé, un ex combattant peut se procurer l'équivalent de la somme qui lui est proposée en échange de son arme. Et on ne parle même pas de ceux qui deviennent des coupeurs de route ou des braqueurs.

## EDUCATION NATIONALE : FORMATION AU RABAIS, RESULTAT AU RABAIS !

Dans ce pays, le taux d'échec scolaire atteint un niveau catastrophique à tel point que chaque année à l'approche des examens, des dignitaires religieux et les responsables de l'éducation organisent des séances de prière pour disent-ils conjurer « *l'esprit d'échec* ». Cette année encore, dans des mosquées et dans certaines églises des prières ont été organisées pour les mêmes causes. En effet, malgré l'intensité des prières, les années se suivent et se ressemblent en ce qui concerne le taux d'échecs scolaires qui avoisine les 80%.

Pour comprendre les nombreux échecs scolaires, il n'est pas nécessaire

d'aller consulter des dieux. En effet, les causes des mauvais résultats doivent être recherchées dans les conditions dans lesquelles les formations sont dispensées. Peut-on s'attendre à un meilleur résultat dans des salles de classe de 80 à 100 élèves où ceux-ci sont assis souvent à quatre sur des bancs de deux places ? Quel miracle attend-on des élèves lorsque tout le programme scolaire n'est pas achevé à la fin de l'année scolaire ? Ce n'est pas à cause des enseignants qui se mettent en grève pour réclamer légitimement de meilleures conditions de vie et de travail mais à cause des autorités qui leur refusent leurs justes revendications.

## L E U R S O C I E T E

A quoi s'attend le gouvernement quand la formation de certains enseignants est elle-même bâclée ? D'ailleurs, voici plus d'un mois que les stagiaires du Cafop de Man ont été chassés de l'établissement qui leur sert de lieu de formation à cause du fait, semble-t-il, que l'Etat n'a pas payé le loyer.

L'échec scolaire dans le milieu populaire c'est d'abord à cause de

l'incurie des autorités publiques. D'ailleurs, les enfants de nos dirigeants politiques ne fréquentent pas ces établissements scolaires. S'ils ne sont pas inscrits au lycée français ou dans des écoles équivalentes, ils sont envoyés en Europe ou aux Etats Unis. Ces écoles publiques sont faites pour les enfants de pauvres. Elles sont dans un état lamentable.

### CONSEIL DE MINISTRES ITINERANT OU CAMAPAGNE ELECTORALE ITINERANTE ... AUX FRAIS DU CONTRIBUABLE

Du 1er au 04 mai 2013, Ouattara a effectué une visite d'Etat dans la région du Tonkpi. Cette visite avait toutes les allures d'une campagne électorale. Les populations ont été mobilisées pendant tout le séjour pour écouter ses discours. En plus de ça, le président s'est déplacé avec tous ses ministres. Un conseil des ministres a même eu lieu dans la ville de Man. Ayant été satisfait du déroulement des cérémonies, le président a promis d'instaurer des conseils de ministres itinérants à travers le pays et à chaque fois dans une nouvelle localité.

On peut bien se demander pourquoi subitement l'envie est venue au président de prendre des bains de foule. Surtout que les déplacements de tout ce beau monde doivent donner une facture bien salée. C'est que 2015 n'est pas loin et ce sera donc bientôt de nouveau les élections présidentielles. Or les élus, qu'ils soient président, députés, maires ou conseillers, ne se souviennent des populations que quand il leur prend le besoin de se faire élire. Comme monsieur Alassane Ouattara s'est déjà déclaré candidat à sa propre succession, il ne perd donc pas de temps.

### LE DEBUT DES SAISONS PLUVIEUSES ET CERTAINEMENT CELUI DU CALVAIRE DES HABITANTS DES QUARTIERS PRECAIRES.

Les années et les gouvernements se succèdent et c'est toujours le même décompte macabre à chaque saison pluvieuse. A Abidjan nous avons des quartiers à risques. Ce sont les falaises d'Attecoubé Banco, le quartier de Gobelet à Cocody ou de Clouetcha et Derrière-rails à Abobo, pour ne citer que ceux-là. Dans ces quartiers, saison des pluies rime toujours avec inondations et éboulements. Mais rien n'est fait pour les aménager convenablement ou pour reloger ceux qui occupent ces lieux, ne

serait-ce que ceux pour qui le risque est certain à l'approche des pluies. Cette année à l'approche de la saison pluvieuse, les autorités publiques ont distribué des mises en demeure aux occupants des sites à risque pour les inciter à quitter les lieux. Comme à leur habitude, s'ils ne se contentent pas seulement de faire passer des spots dans les médias, ils se livrent à des opérations de déguerpissement aussi spectaculaires que révoltantes !

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### TEMOIGNAGE D'UN OUVRIER DE ZENITH

---

*« Zénith est une entreprise de fabrication de sandales qu'on appelle communément « en attendant », de sachets plastiques et généralement de beaucoup d'autres produits en plastique. Nous sommes au nombre de 200 travailleurs dont la majorité sont des journaliers. Le jour du 1er Mai qui est normalement un jour non ouvré pour les travailleurs, le patron a demandé à ceux qui le voulaient de venir travailler.*

*Ce n'est pas du tout de volontariat qu'il s'agit mais d'un*

*chantage à peine voilé pour la plupart des ouvriers de cette usine qui sont des journaliers. Car oser s'absenter ce jour-là c'est risquer de perdre sa place ».*

Le premier mai, dans la mémoire du mouvement ouvrier, c'est le symbole de la lutte internationale de la classe ouvrière pour l'amélioration de ses conditions d'existence et de sa dignité. Il est nécessaire que la classe ouvrière renoue avec ses traditions de lutte contre l'exploitation.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### DES TRAVAILLEURS MORTS PAR LA CUPIDITE DES PATRONS

---

Le 6 mai, un immeuble de trois étages en construction s'est écroulé, faisant plusieurs morts et blessés.

L'accident s'est produit dans la commune de Cocody Angré, dans le secteur où se trouve le nouveau château d'eau. L'immeuble s'est écroulé sous le poids du nouveau béton que les travailleurs venaient de couler ce jour même. Il y a eu sur place trois morts et d'autres grièvement blessés, qui ont été transférés à l'hôpital par les sapeurs-pompiers. Mais comme c'étaient de pauvres gens, il a fallu attendre le lendemain pour que l'ONUCL envoie de

gros engins pour pouvoir enlever les gravats. Ce temps perdu a encore plus alourdi le bilan.

Cet accident comme tous les autres qui se produisent dans ce secteur du BTP est dû à une carence des autorités du pays. Les constructions des immeubles ne suivent aucune norme. Chacun fait ce qu'il veut. Il suffit d'avoir de l'argent pour corrompre ceux qui doivent contrôler.

S'ajoute à cela, l'avidité des entrepreneurs en bâtiment qui trouvent moyens de se faire de l'argent, même avec la peau de leurs travailleurs.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---



---

### SICOGI PK 18 : LES TRAVAILLEURS REPRENENT CONFIANCE EN EUX

---

Le chantier de Sicogi à Abobo PK18 est une promotion immobilière qui emploie plus de 300 travailleurs. Après plus de trois mois de mouvements discontinus sur le chantier, les patrons continuent toujours de tâtonner sur la régularisation de la situation des travailleurs. En effet, depuis la grève de 4 jours de février et l'accord signé en mars dernier, le patron avait promis de payer les salaires sur bulletin. Mais deux mois après, c'est toujours la même manière de procéder. Chaque petit chef chinois paie ses ouvriers dans un coin du chantier comme si c'était des tâcherons. Et pourtant, la direction procède à des coupes dans leur salaire ; des coupes qu'elle justifie par le fait que

ce sont les impôts et autres retenues pour la CNPS.

Mécontent de ce mépris de la part de la direction, et surtout pour se faire entendre, les travaux ont encore été bloqués le vendredi 03 mai. La direction a supplié les travailleurs de prendre leur salaire sans bulletin en promettant que la prochaine fois ce sera la bonne. Les travailleurs ont rétorqué à la direction que si elle n'est pas capable de produire de simples bulletins de paie, qu'elle ne coupe pas d'impôts dans leur salaire. Pour finir, les travailleurs ont accepté de prendre leur salaire, mais en disant au patron que c'était la dernière fois.

---

### UNIWAX NE CONNAIT PAS DE JOUR FERIE

---

Le jeudi, jour de l'ascension, a été déclaré férié, chômé et payé. Mais la direction ne l'a pas entendu de cette oreille.

Non seulement, nous avons travaillé ce jour-là, mais en plus de cela la journée a été pointée comme une journée normale. Pour nous blaguer, la cantine a été gratuite. De toute manière,

ce n'est pas la première fois que ça se passe ainsi.

Cette situation suscite de plus en plus de grogne parmi les collègues. Si le patron mérite une chose c'est que les travailleurs finissent par se mettre réellement en colère et bloquent la production.

---

### OLAM : UNE SITUATION SCANDALEUSE

---

Trois semaines durant, la direction de Olam, une entreprise de conditionnement de lait située à la zone industrielle de Yopougon, a fait venir au travail les journaliers sans leur payer un seul sou. Le prétexte avancé, c'est que

la production est momentanément arrêtée. Et malgré tout, ces travailleurs sont convoqués pour assurer l'entretien de l'usine. Ces patrons estiment que ces tâches d'entretien, ce n'est pas du travail qui mérite d'être payé.



---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

Ces exploiters nous considèrent comme leurs esclaves. Ils ont amassé leur fortune sur notre dos, ils ont le pouvoir politique à leur service. Nous les travailleurs, nous n'avons que notre force de travail à proposer en échange

d'un salaire. Mais nous avons notre dignité. Nous sommes nombreux et sans nous les machines ne pourraient pas tourner. Ceux qui sont de trop dans ce monde ce sont les exploiters.

---

### SOTACI : LES TRAVAILLEURS RECLAMENT DES LOGEMENTS DECENTS

---

Avec le programme de 60.000 logements lancés par le gouvernement, les travailleurs ont saisi la balle au bond pour réclamer à la direction de parrainer pour eux l'accès à ces maisons. Ils réclament aux patrons le paiement des 30 000 F de frais d'inscription au programme, mais surtout le paiement des 700.000 F au titre du 1<sup>er</sup> versement qui représente 10% du coût global des maisons ; ce qui serait difficile à déboursier pour les travailleurs vu le niveau des salaires. Ils sont pour le moment paraît-il au stade des «  *négociations*  ».

Les travailleurs de la Sotaci, une entreprise de fabrication de matériel de construction (fer à béton, pointes etc) habitent pour la plupart dans les quartiers précaires tout autour de la zone industrielle de Yopougon, vu que leurs salaires sont insuffisants.

L'accès à un logement digne de

ce nom fait partie depuis plusieurs années des grandes préoccupations des travailleurs. Mais la direction s'est montré incapable de leur fournir ces logements et s'est contenté jusque-là de les mener en bateau.

Ce qui est révoltant, c'est que la Sotaci est une entreprise de fabrication de matériel de construction. De plus, le groupe Eurofind dont elle fait partie possède une entreprise de construction. Construire des logements afin de loger les travailleurs de façon convenable ne représenterait qu'une partie de l'énorme profit que cette entreprise engrange. Et puis ce ne sera que faire justice vu que les travailleurs sont à la base de ces énormes profits.

Les travailleurs ne sont pas dupes pour croire qu'ils tiennent le bon bout. Tout dépendra de leur détermination à imposer leurs revendications

---

### FILTISAC : DES TRAVAILLEURS MEURENT EN CASCADE

---

Filtisac est une entreprise de confection d'emballage en polypropylène et en jute. Elle emploie environ 2000 travailleurs. Elle a enregistré le décès de 4 travailleurs en l'espace de seulement 5 mois. Ce sont

deux journaliers et deux embauchés. Trois d'entre eux sont morts de «  *maladies*  » et l'un a été renversé par un Gbaka (minibus de transport en commun) alors qu'il rentrait du boulot.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

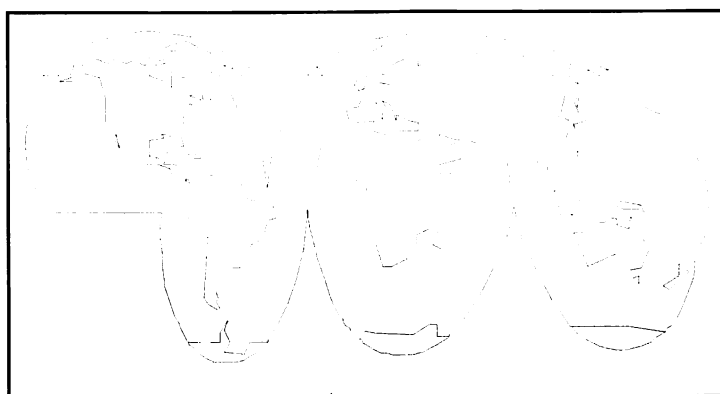
Mourir de maladie, c'est bien une façon de parler. Parce que, d'abord, il y a la production exigée journalièrement aux travailleurs qui n'a jamais cessé d'augmenter et qui est de plus en plus difficile à suivre sans y laisser sa santé. Ensuite, le salaire est le même qu'il y a 20 ans, alors que tous les prix des biens de consommations ont augmenté depuis lors. Cette situation se répercute nécessairement sur les travailleurs qui sont mal nourris, mal logés, mal soignés.

Il y a le cas des travailleurs « *journaliers* » qui, eux, ne bénéficient d'aucune couverture médicale. Ils sont livrés à eux-mêmes. S'ils décident de s'absenter afin de se soigner, en cas de

maladie, les journées perdues ne sont pas payées. Ils sont donc contraints de venir travailler tout en étant rongés par la maladie.

Il y a le cas des embauchés, qui, eux, ont le « *privilège* » de bénéficier d'une assurance avec un taux de remboursement de 80% pour certains médicaments et prestations. Mais faut-il encore pouvoir payer les 20 % restants et la partie non remboursable par l'assurance. Par ailleurs, les salaires sont tellement insuffisants que beaucoup sont contraints de continuer à travailler malgré la maladie pour ne pas perdre les primes de production et de transport qui compte dans le salaire.

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE CAPITALISME TUE 20 000 ENFANTS PAR JOUR DANS LE MONDE
--

Selon les chiffres de l'ONU pour l'année 2011, sept millions d'enfants sont morts, avant d'atteindre l'âge de cinq ans, dont presque la moitié dans le mois suivant leur naissance. Cela fait 20 000 enfants morts chaque jour à cause de l'absence d'hygiène et d'accès aux soins, c'est-à-dire à cause de la misère.

Les populations qui habitent l'Afrique subsaharienne, surtout les gens qui sont pauvres savent que d'année en année les réalités chez eux ne font que s'empirer. Même l'ONU qui est un organisme dépendant des grandes puissances, le reconnaît puisque selon ses estimations, le taux de mortalité de ces enfants serait passé dans cette région, de 37% en 1990 à 40% en 2010 et à encore plus en 2011.

Cette réalité n'est pas une fatalité, elle est due à la continuelle dégradation des conditions générales de vie des populations. Lorsque la maman et l'enfant ne mangent pas à leur faim, l'enfant ne peut qu'être affaibli et son organisme n'est pas en mesure de se défendre contre les microbes. Des maladies même bénignes facilement guérissables font leur retour en force parce que les maternités, lorsqu'elles existent, manquent de moyens ne serait-ce que de désinfectants, d'eau potable, de lits en quantité suffisante, de cabinets de toilettes corrects, etc. C'est

vrai dans les bourgs et les villages où il faut faire de nombreux kilomètres pour trouver une maternité, mais c'est une situation qui a tendance à s'aggraver aussi dans les quartiers en périphérie des grandes villes où les travailleurs et les gens pauvres vivent.

Tout le monde n'est cependant pas logé à la même enseigne. Les familles habitant les riches quartiers résidentiels de nos pays sont bien pourvues car dans ces endroits ou dans des lieux proches, de multiples structures de santé bien équipées et climatisées existent et peuvent accueillir mères et enfants. Il suffit pour cela de mettre la main à la poche. Avoir de l'argent est un casse-tête dans les chaumières et les habitations précaires, ce n'est pas un problème dans les demeures cossues ou les villas.

Les grandes puissances et les dirigeants africains n'ignorent pas cette situation mais cela n'est pas une préoccupation pour eux. Ils se donnent bonne conscience en se défaussant sur divers organismes et ONG.

La science et la médecine font des progrès, mais ceux-ci ne se traduiront en bien-être pour les travailleurs et les populations pauvres, que lorsque le capitalisme sera balayé. Alors chaque enfant pourra vivre et avoir sa place.

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.